

RUPTURE AVEC L'UNION EUROPÉENNE...

Je dois avouer que la lecture de certains textes me laisse perplexe. Ainsi, lorsque je lis :

« ...Il faut que nous répondions d'abord à la question: y a-t-il, oui ou non, un nouveau pas qui est en train d'être franchi aujourd'hui dans la voie de la dislocation de toutes les nations européennes? Sommes-nous, oui ou non, entrés dans un plan de destruction brutale et rapide qui déchire tous les Etats, qui se manifeste y compris au cœur des institutions de l'Union Européenne (en particulier la BCE), elles-mêmes?

... Il est certain que le tournant en cours, qui voit l'Europe menacée de dislocation sous les coups de boutoir de l'impérialisme US, n'est rendu possible que par la prise en charge directe par les appareils de cette politique. Cela s'exprime en France par la prise de position de l'appareil Thibault contre la grève des cheminots, le soutien des appareils au plan Power 8 à Airbus et à toutes les mesures de l'offensive d'une brutalité sans précédent contre la classe ouvrière française. En Italie cela s'exprime par la politique du gouvernement Prodi, incluant les pablistes, etc...»

Bien entendu, je n'interdis à personne de voir un «tournant» là où, personnellement, je ne vois que continuité (En France, depuis le traité de Rome!) dans le travail de sape et de destructions des «vieilles nations européennes». Destructions rendues nécessaires par les exigences de la construction des institutions liberticides de la «nouvelle Europe».

En revanche, je ne peux que souscrire au constat que la politique réactionnaire et à vocation impérialiste de l'Union Européenne n'est possible qu'avec le soutien et la participation des appareils syndicaux. (Mais, alors, pourquoi avec le seul THIBAULT et pourquoi les «coups de boutoir de l'impérialisme américain» qui seraient, semble-t-il les seuls responsables de nos difficultés?)

Il est vrai, pour être tout à fait franc, j'éprouve beaucoup de peine à comprendre comment on peut, à la fois, proclamer à tout bout de champ sa volonté de rupture avec l'Union Européenne et accompagner fidèlement les bureaucrates et politiciens du «syndicalisme rassemblé» dans leur collaboration aux institutions anti-démocratiques et anti-ouvrières que sont la C.E.S. et la C.S.I.

Mais il me faut toutefois confesser que, tout au long de mon existence, la «boussole du marxisme léninisme» m'a fait cruellement défaut! Mais pour que les choses soient claires, je ne pense pas que les exemples de la deuxième, de la troisième ou même de la quatrième internationale soient le modèle à suivre si on veut, sincèrement, se regrouper sur le plan international à l'image de ce que fut la première!

A mes yeux, seule la reconstruction, sur le plan national et international, d'organisations réellement indépendantes des états et des empires, peut permettre un retour au vieux mot d'ordre: «l'émancipation des peuples sera l'œuvre des peuples eux-mêmes».

Dans cette perspective, j'estime, pour ma part, qu'aucun concours et, notamment, celui de certains des rescapés de la F.S.M., n'est à négliger.

Alexandre HEBERT

« AGENDA SOCIAL » CONTRE LIBERTE DE NEGOCIATION...

A la suite de son discours de mi-septembre au Sénat présentant sa «politique sociale», Sarkozy a fait recevoir les 5 confédérations par son 1er collaborateur Filon et a reçu lui-même l'UNSA toujours dépourvue de représentativité officielle. Ceci afin de préparer la «conférence sociale» du 19 décembre, laquelle devait entériner un «agenda social» pour 2008.

Pour Sarkozy, il s'agit de surfer sur la vague de la contre-réforme par le «dialogue social», comme celle «réussie» des régimes spéciaux à la SNCF avec la complicité de la direction de la CGT de Thibault.

Il est patent que la notion d'agenda social vise à organiser le «dialogue social»: quand le dialogue social vise à empêcher la satisfaction des revendications par le règlement des conflits, l'agenda social vise à empêcher l'émergence des revendications et les demandes de négociation interprofessionnelles. Il s'agit d'écrire à l'avance quels seront les thèmes des négociations interprofessionnelles, et d'en fixer le calendrier...

Bref, il ne s'agit même plus de co-légiférer, mais de sous-légiférer, en bonne subsidiarité, le résultat de la négociation n'étant validé que s'il convient au pouvoir. C'est exactement le contraire de la liberté de négociation, sans laquelle aucune pratique contractuelle n'est réellement possible. C'est pourquoi lorsque que le même type d'exercice a été proposé en 2006 par le 1er ministre Villepin, la confédération CGTFO et son secrétaire général s'y étaient fermement opposés.

Ainsi la CGTFO indiquait qu'elle ne marcherait pas dans «*un agenda partagé entre le gouvernement et ses interlocuteurs*», arguant que «*la revendication ne se programme pas à l'avance et ne s'enferme pas dans un agenda*».

Aux interlocuteurs ministériels, elle rappelait l'opposition de la CGTFO «*à toute contrainte sur la définition des thèmes de négociation, contre l'étouffoir consensuel et les risques de politisation*» et ajoutait qu'*«il n'y avait pas besoin d'agenda pour ouvrir la négociation sur un thème»*.

Au CCN d'octobre 2006 à Amiens, le rapport du secrétaire général était de nouveau on ne peut plus clair s'agissant de l'agenda:

«Nous avons clairement indiqué au ministère, mais aussi à la présidente du MEDEF, que nous n'en voulions pas. Cela revient à donner au gouvernement la clé des négociations. Il fixerait l'ordre du jour et toute demande de négociation qui n'y figurerait pas serait en quelque sorte considérée hors sujet. Autrement dit nous n'aurions plus la possibilité de demander par exemple une négociation sur la sous-traitance sans devoir la faire valider par le Ministre. Ce serait une nouvelle porte ouverte sur la mise en œuvre de la représentativité.

J'ai d'ailleurs expliqué à Madame PARISOT: «Pourquoi voulez-vous un agenda et pourquoi modifier la constitution? Est ce que nous avons eu besoin de cela pour discuter quand nous le voulions?». Bien sûr, le Ministre objecte que sur des sujets comme la pénibilité, les négociations avancent lentement ou sont au point mort. Avec l'agenda, on fixerait des échéances, c'est ce qu'on nous explique. Franchement je ne vois pas où serait l'intérêt: si la puissance publique veut se saisir d'un sujet à l'issue d'un délai donné, elle en a toujours eu la possibilité. En fait l'agenda partagé est une tentative d'encadrer les négociations et parallèlement de valider les négociations. Car si une organisation n'est pas d'accord avec l'agenda, qu'est ce qui se passe, mes chers camarades? Est-ce que cela voudrait dire qu'elle serait refusée aux concertations, négociations, etc...? Que le gouvernement communique ses thèmes de négociations à l'avance, c'est de son rôle et le discours de politique générale est fait pour cela. Mais qu'il y enferme les organisations syndicales est pernicieux».

Comme on le voit les arguments de 2006 n'ont pas pris une ride. Le congrès confédéral de juin 2007 n'ayant pas désavoué ces positions, il n'y a aucune raison de s'en éloigner. Le risque que courrait la CGTFO en s'opposant à ces menées corporatistes - je pense au risque de mise en cause de sa représentativité officielle - n'est rien à côté du risque qu'elle prendrait en ne s'y opposant pas, car la «grâce présidentielle» obtenue dans ce cas-là serait indigne et insupportable.

Yann PERROTTE

MR ETIENNE MOUGEOTTE: UN FIEFFÉ REACTIONNAIRE!

Entre deux augmentations de leurs «indemnités», capitalistes, politiciens et plunitifs à leur service, trouvent le temps de se pencher sur le sort de la «classe moyenne» (sic), il est vrai, au travers des appareils qui s'efforcent de contrôler les organisations syndicales que les travailleurs ont édifiées pour la défense de leurs intérêts. Quoiqu'il en soit il est bon que l'on sache qui est quoi?

Il y a quelques mois, précisément le 27 novembre 2007, le dénommé Etienne MOUGEOTTE s'est donné la peine, dans le Figaro littéraire, de décrire «le nouveau paysage syndical». Je ne sais pas si le «paysage syndical» a, effectivement, changé mais ce dont je suis certain, c'est que la signification de certains mots a, elle, effectivement changé!

Ainsi, lorsque Etienne MOUGEOTTE écrit: «...*La CFDT de François Chérèque - qui a eu le courage d'appeler à la reprise du travail à la SNCF - visera à confirmer sa place de syndicat responsable et réformiste*»...

Il donne au mot «réformiste» une signification qu'il n'a jamais eue. Pour être plus précis, disons, par exemple que des militants syndicaux comme les Jouhaux, Bothereau ou Bergeron peuvent, à juste titre, se prévaloir du titre de «réformistes». Mais, d'un point de vue syndical, compte tenu de leurs origines et de leur idéologie, Chérèque et ses pareils n'ont rien de commun avec le courant «réformiste» du mouvement ouvrier! Ils ne sont rien d'autres que des réactionnaires! De même, lorsque réminent directeur du FIGARO affirme:

«... *Quant à Force-Ouvrière, la discrétion momentanée de son secrétaire général, Jean-Claude Mailly, s'explique par sa difficulté à trouver un espace entre le réalisme de la CFDT et la probable évolution réformiste de la C.G.T. ...*».

On retrouve là un authentique abus des mots. Comment peut-on qualifier de réformiste «la probable évolution» de Thibault alors que ce dernier se rallie ouvertement à l'idéologie corporatiste qui sous-tendait les régimes totalitaires et policiers de Salazar, Mussolini et Franco...? pour ne citer que ces trois là. Mais il est vrai que l'histoire, parfois, se répète, et, aujourd'hui certains prétendent, au nom des exigences de la construction européenne et du «bien commun» nous imposer (en dépit des leçons de l'histoire) un retour à l'idéologie corporatiste.

A quand le retour à «l'arbeitsfront»?

En attendant il nous faut bien faire un constat: l'estimable Mr Etienne MOUGEOTTE, à l'instar de ses amis Chérèque et Thibault, n'est lui-même qu'un fieffé réactionnaire!

Alexandre HEBERT.

LETTRE OUVERTE D'UN HUSSARD NOIR DE LA RÉPUBLIQUE AU CHANOINE HONORAIRE DE ST-JEAN-DE-LATRAN SARKO 1er:

Monsieur le Chanoine,

Traditionnellement le Président de la République Française est Chanoine honoraire de St-Jean-de-Latran, en vertu d'une fondation de Louis XI de 1482 et renouvelée par Henri IV en 1604, donnant à St-Jean-de-Latran l'abbaye de Clairac. A ce titre, le Président de la République peut prétendre à une stalle dans l'abbaye de Beauchêne (Cerizay 79140), qui est une abbaye de chanoines réguliers de St-Jean-de-Latran.

Vous ne pouviez refuser un tel honneur (ce n'est pas dans vos habitudes), vous avez donc officiellement pris possession de votre titre (amplement mérité) le 20 décembre 2007 après avoir été reçu par Ratzinger et avoir, religieusement (comme il se doit), écouté l'allocution du Cardinal Ruini.

Le titre de chanoine honoraire de l'archibasilique Saint-Jean-de-Latran confère au président le privilège d'entrer à cheval dans cette basilique. Il serait heureux que vous usiez de ce droit, Carla en croupe, les journalistes de la presse-people formant une haie d'honneur! Permettez moi cette expression quelque peu triviale qui, j'en conviens, ne sied guère à un Chanoine (tout honoraire qu'il soit): voilà qui aurait de la gueule!

Votre titre, Monsieur le Chanoine, ne vous autorise pas pour autant à insulter les citoyens français (à l'occasion, il serait bon que vous vous rappeliez que vous êtes également président d'une République laïque) que sont les instituteurs. Dans votre homélie du 20 décembre dernier (oserai-je vous suggérer humblement Monsieur le Chanoine, de faire de ce 20 décembre la fête nationale? Au cul la gueuse!) vous avez eu cette phrase merveilleuse d'un lyrisme... inspiré: *«Dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal, l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en approche, parce qu'il lui manquera toujours la radicalité du sacrifice de sa vie et le charisme d'un engagement porté par l'espérance»*.

Votre foi vous aveugle, Monsieur le Chanoine, et vous fait oublier vos cours d'histoire, car je ne peux imaginer que son excellence fut un mauvais élève en cette matière. Pour ne prendre que cet exemple, Marius Nègre, instituteur, fondateur et secrétaire général de la *«Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices publics de France et des colonies»* en 1905 ne manquait pas de courage. Lorsqu'il parvint en 1907 à faire adhérer son syndicat à la CGT, le Conseil départemental de la Seine le révoqua. *«La radicalité du sacrifice»* ne semblait pas faire défaut à cet illustre syndicaliste qui n'hésita pas à faire vivre ses idées en sacrifiant sa carrière, vous en conviendrez, Monsieur le Chanoine.

Vous me permettrez (ou peut-être pas d'ailleurs, mais tant pis j'ose...) de vous faire remarquer que *«la radicalité du sacrifice de soi»*, que vous érigez en vertu, est bien souvent le meilleur chemin vers le fanatisme.

Pour ce qui me concerne, mais il est vrai que je suis un mécréant je fais mien ce précepte de Brassens: *«Mourir pour des idées, d'accord mais de mort lente»*.

Pour ce qui est de l'affirmation selon laquelle *«l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur dans la transmission des valeurs et dans l'apprentissage de la différence entre le bien et le mal»*, souffrez, Monsieur le Chanoine, que je vous remémore les propos adressés dans sa lettre aux instituteurs par Jules Ferry le 17 novembre 1883: *«(...) vous n'êtes point l'apôtre d'un nouvel évangile ; le législateur n'a voulu faire de vous ni un philosophe, ni un théologien improvisé. (...) avant de proposer à vos élèves un précepte, une maxime quelconque, demandez-vous s'il se trouve, à votre connaissance, un seul honnête homme qui puisse être froissé de ce que vous allez dire. (...) Si oui, abstenez-vous de le dire: sinon, parlez hardiment, car ce que vous allez communiquer à l'enfant, ce n'est pas votre propre sagesse, c'est la sagesse du genre humain, c'est une de ces idées d'ordre universel que plusieurs siècles de civilisation ont fait entrer dans le patrimoine de l'humanité. (...) vous ne toucherez jamais avec trop de scrupule à cette chose délicate et sacrée, qui est la conscience de l'enfant»*.

Ce sont ces principes qui fondent la laïcité de l'école. Ce sont ces principes qui amenèrent les premiers instituteurs syndicalistes à déclarer qu'ils conféraient leur enseignement au nom de la vérité et que *«les rapports mathématiques, les règles de grammaire, non plus que les faits d'ordre scientifique, historique, moral qui le constituent ne sauraient dès lors être soumis aux fluctuations d'une majorité»* (Manifeste des instituteurs syndicalistes 1905).

De plus affirmer que *«l'instituteur ne pourra jamais remplacer le curé ou le pasteur, même s'il est important qu'il s'en approche»* c'est postuler qu'il ne saurait exister une morale indépendante des religions, lesquelles définissent le Bien et le Mal. Voilà qui revient à légitimer le cléricisme; l'intervention publique des religions. Chaque confession ayant la fâcheuse tendance à estimer que son dieu est unique et que sa parole révélée la seule légitime, nous courons le risque de voir s'étendre les guerres de

religion là où la laïcité (que vous n'hésitez pas, dans un curieux contre-sens historique, à qualifier de fanatique) est garante de paix.

Mais il est vrai, Monsieur le Chanoine, que l'ensemble de votre homélie, est une remise en cause de la laïcité au nom des soi-disant racines chrétiennes de la France.

Si, comme vous l'affirmez, Monsieur, le Chanoine, vous osez revenir sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat n'oubliez pas que les gueux, les hussards noirs de la République, mais pas seulement ont la fâcheuse manie de battre le pavé pour la défense des droits et libertés.

A bon entendeur... A bas la calotte!

Christophe BITAUD.

EN VRAC...

"Toute secte est un ralliement du doute et de l'erreur". VOLTAIRE.

Sarko: salaud de chanoine!

Mieux on connaît Sarko, notamment selon Marianne du 15 décembre 2007, qu'on le caractérise à l'étranger comme *"obligé des milliardaires"*, plus on trouve l'époque formidable! Avant la présidentielle, il avait répondu aux questions posées par la *Libre Pensée*. Ainsi, la seconde lui demandait s'il était: *"pour l'arrêt de l'ingérence actuelle des religions dans l'espace public"* et il avait répondu: *"je ne crois pas qu'il existe actuellement une ingérence massive des religions dans l'espace public"*. Selon sa bonne habitude cynique, il a répondu à côté. En ajoutant divin angélisme, à propos de la loi de 1905 que: *"personne ne songe à en remettre en cause les principes et les fondements"*.

Quelques mois plus tard, il se déplace à Rome pour se faire introniser Chanoine d'honneur de St-Jean-de-Latran. Mitterrand n'y était pas allé. Chirac y était allé avec discrétion, bien qu'accompagné de Bernadette... moins discrète. Vive la rupture! Pour le matuvu Sarko qui adore l'esbroufe, se faire nommer Chanoine d'honneur de St-Jean-de-Latran, surtout par un ancien des jeunesses hitlériennes, c'est le mégapied! Donc, il y a fait un numéro de cirque quasi-métaphysique.

En fier descendant des Huns, il n'a pas oublié que l'Eglise n'hésite jamais à se servir des Barbares quand cela peut lui être utile. Il offre donc au Pape un discours calqué sur sa dernière encyclique, *Spe salvi*, affirme que le monde a besoin des religions et de croyants qui montrent foi et espérance. Au point de vue de la forme, il a le droit de penser et de dire cela en tant que citoyen, mais en l'affirmant en tant que président de la république, il piétine la laïcité et la loi de séparation des Eglises et de l'Etat. Et il en profite pour cracher à la gueule du populo et lui faire un bras d'honneur signifiant qu'il n'a rien à foutre de son indignation. Revenons à Tocqueville: *«On peut tromper tout le peuple un certain temps, on ne peut pas tromper tout le peuple tout le temps»*. Cela aura une fin, mais il faut retrousser les manches pour qu'elle arrive plus tôt.

Sur le fond, nous avons à faire à un citoyen borné qui refuse de constater que toutes les religions sont des entreprises d'abrutissement de l'humanité, qui a donc choisi son camp: celui de la calotte.

Quant à la foi, je me souviens d'avoir trouvé sous la plume d'Elisée Redus, dans une préface à un bouquin de Kropotkine, soit *«La conquête du pain»*, soit *«La science moderne et l'Anarchie»*, cette expression à faire hurler: *«Nous devons professer une foi nouvelle»*. On peut excuser Reclus qui était fils de pasteur, lourde hérédité pour un anarchiste! Cependant chaque fois que l'occasion se présente, je me permets de suggérer aux jeunes camarades de refuser systématiquement d'être des femmes et des hommes de foi, de se laisser toujours guider par leur raison. Ce n'est pas parfait mais c'est moins dangereux... surtout pour les autres. Donc, la société, la «civilisation», que nous propose Mr Sarkozy est une société de minables, que nous ne pouvons que combattre.

Les bunkers du Gotha:

Même si pratiquement toutes les grosses boîtes familiales sont devenues des multinationales, elles ont des actionnaires, ce qui fait que la classe possédante - propriétaires des moyens de production et

de distribution des biens et des services - existe toujours. Et elle sait défendre ses intérêts, sans oublier que la meilleure défense c'est l'attaque. Et aussi l'organisation de sa pérennité: sécurisation de ses lieux de vie, éducation sérieuse de sa descendance pour favoriser la reproduction des structures sociales et la construction d'une solide conscience de classe. Ils se sont mis à deux, Michel Pinçon et Monique Pinçon-Chariot pour nous raconter tout ça dans: «*Les ghettos du Gotha ou Comment la bourgeoisie défend ses espaces*» (Seuil, Paris 2007, 304 p., 19€). A méditer par ceux qui prétendent qui n'y a plus de lutte des classes. Parce que, en cette période de régression sociale, la classe possédante sait la mener tambour battant à son profit, la lutte des classes.

Dans les quelques pages de conclusion: «*La classe dominante est organisée. Depuis l'entreprise avec ses syndicats patronaux jusqu'à la charité qui a ses associations, parfois anciennes, comme l'Ordre de Malte. Elle est très présente dans la défense du patrimoine historique, c'est-à-dire dans l'histoire réifiée des familles qui la composent. Dans cette construction d'une nébuleuse de cercles, d'associations, et autres comités, c'est l'ensemble de la classe qui se mobilise. Chacun apporte sa pierre à l'édifice, à partir de ce qui le passionne ou par conscience du devoir et de la nécessité d'être actif pour défendre les acquis*» (268).

Nouvelles du front:

- **Il s'en sert.** La presse pourrie pipeul s'en donne à coeur joie pour faire oublier le tyran autogestionnaire Khadafi en montrant Sarko souriant au bras de Carla Bruni. On s'en fout, convaincus que nous sommes que ça ne nous regarde pas de savoir qui s'envoie en l'air avec qui. Nous ne sommes pas pipeul. Et ça nous amuse de constater que Sarko se sert de Carla pour masquer Khadafi. Le paravent pourrait être plus moche. Mais Sarko est un petit futé, son véritable objectif, c'est d'échanger Carla Bruni contre Ingrid Bétancourt.

- **Copinage.** L'équipe du *Libertaire* vient de sortir une plaquette à l'occasion des «*110 ans de l'Union Locale CGT du Havre*». On y trouve, notamment, un rappel de la *Lettre aux anarchistes* de Fernand Pelloutier, ainsi que de la répression anti-syndicale des années 1909/1910, dont l'affaire Durand. (130 pages 10€) A commander aux *Amis du Libertaire*, BP 411 76060 LE HAVRE Cedex.

- **Fromages.** Ce fut une bonne émission de France 3: «*Ces fromages qu'on assassine*», présentée par Périco Legasse, le chroniqueur gastronomique de Marianne. On y a appris que la listériose frappe plus en proportion les consommateurs de fromage au lait pasteurisé ou thermisé, plutôt que ceux qui se régalaient avec des fromages au lait cru. Selon un fonctionnaire de Bruxelles: *L'Europe* n'aurait rien contre le lait cru. Faut-il le croire? Si oui, mea culpa pour mes affirmations des mois précédents, mais c'est à vérifier.

En revanche, il apparaît avec quasi certitude que ce sont les industriels de l'agroalimentaire qui veulent flinguer le lait cru car il les empêche d'avoir accès à l'appellation d'origine contrôlée (AOC) qui, pour le moment impose le lait cru... dont les produits sont plus difficiles à conserver. De toute manière, si l'Europe n'est pas coupable sur ce point elle l'est sur tellement de nombreux autres, que:

- **Rengaine.** Cette Europe totalitaire du fric et des cléricaux, comme Carthage, doit être détruite.

Marc PREVOTEL.

«*L'ANARCHO-SYNDICALISTE*»
19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Abonnement pour 20 n°: 30 euros
Abonnement de soutien: 40 euros
Verser à : ASSOCIATION DES GROUPES FERNAND PELLOUTIER
CCP : 9998 28B Nantes; 19, rue de l'Etang Bernard - 44400 Rezé
Imprimerie spéciale de *L'Anarcho-Syndicaliste*
Fondateur de publication: Alexandre HEBERT
email: maite.heb@wanadoo.fr
